Lien d'information
hebdomadaire
des communistes

N° 426
17 février 2011

infohebdo

Sommaire

EDITO 1
Le succès des Forums nationaux pour un programme populaire et partagé à Bordeaux (sur l'écologie) et à Marseille (sur le travail), traduit l'attente qui existe à l'égard d'une véritable alternative 1
Actualité 2
Les forums du front de gauche 2
Semaine anti-coloniale 2
Vie du Parti 4
Séminaire « énergie » ouvert aux militantes et militants 4
Communication 5
Vidéo Hebdo 5
Aide à la communication 6

EDITO

Le succès des Forums nationaux pour un programme populaire et partagé à Bordeaux (sur l'écologie) et à Marseille (sur le travail), traduit l'attente qui existe à l'égard d'une véritable alternative.

Un signe encourageant dans un contexte où, sur fond d'explosion des inégalités caractérisée par la généralisation de la précarité pour les uns et des profits records pour une petite minorité, le fossé entre les attentes populaires et les politiques mises en œuvre ne cesse de se creuser

Fossé entre les préoccupations quotidiennes de millions d'hommes et de femmes et le spectacle médiatico-politique que l'on nous impose. Un spectacle où l'interprétation des oracles des candidats supposés ou déclarés, se substitue à un véritable débat sur le fond. Les mêmes feindront de s'étonner sur le poids de l'abstention au prochain scrutin.

Le scénario qu'ils s'acharnent à vouloir nous imposer pour 2012 est-il inéluctable ?

Certainement pas, si les citoyens en s'en mêlent. En Tunisie et en Egypte des régimes dictatoriaux sont profondément ébranlés quand en échos au besoin de justice sociale et de démocratie, la protestation populaire, la colère face à l'explosion des inégalités sociales prennent le pas sur la peur et la résignation.

« Sans vous rien ne se fera » titre la dernière affiche du PCF, les peuples Tunisiens et Egyptiens viennent d'en donner une belle illustration…

En France la construction d'une alternative est plus que jamais nécessaire. Si beaucoup s'ingénient à évacuer cette question, elle revient en boomerang dans nos rencontres quotidiennes et les différentes enquêtes d'opinions.

Sans attendre 2012, avec les élections cantonales et fort de la présence de près de 1700 candidats et candidates soutenus par le PCF et le Front de Gauche, les communistes vont contribuer, à partir des enjeux locaux, à mener le débat avec nos concitoyens.

Il nous reste quatre semaines pour multiplier les initiatives, aller à la rencontre du plus grand nombre, quatre semaines pour faire grandir le vote en faveur de nos candidats et candidates.

Des hommes et des femmes qui portent la colère face à la régression sociale que nous impose la droite.

Des hommes et des femmes qui portent l'exigence de justice sociale et de progrès humain.

Bob Injey

Les forums du front de gauche

La campagne des forums se poursuit. Un premier document synthétisant les pistes de réflexion sur le thème « Face à la crise du régime, quelle République ? » sont consultables sur le site Internet (http://www.pcf.fr/7519).

Par ailleurs, pour chacun des grands thèmes, un forum permanent est ouvert sur le site : http://www.pcf.fr/7439

Mardi 22 février : Forum Front de Gauche sur l'agriculture à Bagnolet

Dans le cadre des forums du Front de Gauche pour un programme populaire et partagé, Pierre Laurent participera au forum « Face à la catastrophe écologique et à la crise alimentaire, quelle autre politique agricole? », à Bagnolet.

Avec les interventions de Martine Billard (PG), Gérard Bohner (GU) et Pierre Laurent (PCF).

En présence de personnalités du MODEF, de la FNSEA, des jeunes agriculteurs, de la coordination rurale, de la FNAF CGT, de l'AMAP, d'ATTAC, du SNETAP FSU, de Sud INRA, de la CGT ONF et de Coordination Sud.

Xavier Compain, responsable des questions agricoles au PCF présentera les propositions programmatiques pour l'Agriculture.

http://www.pcf.fr/7992

A partir de 17h00

Centre administratif de la Mairie de Bagnolet – Place Salvador Allende – Bagnolet

Mercredi 2 mars : Face à la domination des marché financiers et à l'échec du traité de Lisbonne, quelle Europe ? »

Avec la participation de :

- Pierre Laurent, secrétaire national du Parti Communiste Français, président de la Gauche Européenne
- Jean-Luc Mélenchon, député européen, président du Parti de Gauche
- Christian Picquet, président de la Gauche Unitaire,

Et de grands témoins européens (syndicalistes et politiques)

Hôtel Holiday Inn - 202 rue Nicolas Ledoux - Nîmes 30900

A partir de 19h00

Semaine anti-coloniale

La semaine anticoloniale se déroulera du 18 au 27 février 2011. La soirée de lancement de cette initiative se déroulera au siège du PCF.



Vendredi 18 février

- 10h-18h : Colloque "Sortir de la colonisation : entre lutte et négociation" suivi à
- 19h de la soirée d'inauguration de la semaine anticoloniale (Coupole au siège du PCF, 2 place du Colonel Fabien Paris 19ème)

Samedi 19 février

- 13h-20h : Salon anticolonial à la Bellevilloise (Avec stands associatifs, prix colonialiste année et Françafrique, Slams etc..), 19-21 rue Boyer, 75020 Paris, métro Gambetta

- 16h : Spectacle "La prochaine fois le feu" De Frantz Fanon et James Baldwin au Théatre des quartiers d'Ivry (69 av Danielle Casanova, 94200 Ivry-sur-seine)

dimanche 20 février

- 10h : Commémoration Manouchian au cimetière d'Ivry (métro Porte d'Ivry).
- 10h-20h : Salon anticolonial (stands associatifs, prix du livre anticolonial...) à la Bellevilloise, 19-21 rue Boyer, 75020 Paris, métro Gambeta

Lundi 21 février

- 18h30 : Présentation du livre "Y'a bon les colonies ?" de Alain Ruscio, au local des éditions "Le Temps des Cerises", 47 av Mathurin Moreau 75019 Paris
- 19h : Colloque "Aide au développement ou colonialisme humanitaire ? : Haïti, Cameroun, Tchad, ..." Mairie du IIème, 8 rue de la Banque, métro Bourse
- 20h30 : Spectacle "Mamane Malmène les mots !" au Lavoir moderne Parisien, 35 rue Léon Paris 18ème.

Mardi 22 février

- 19h30 : Pièce de théâtre "Palestine Check point" suivie d'un débat organisé par la CCIPPP, Salle Jean Dame, 17 rue Léopold Bellan, Paris IIème. métro sentier
- 20h30 : Soirée au cinéma Utopia : "l'empire du milieu du Sud" de Jacques Perrin suivie d'un débat avec André Bouny, auteur de l'Agent Orange, 1 Place Pierre Mendès France 95310 St Ouen l'Aumone

Mercredi 23 février

- 19h30 : Rencontre-débat : "Recolonisation économique en Afrique, accaparement des terres et pillage des ressources naturelles", organisé par Survie et l'Afaspa , salle Jean Dame, 17 rue Léopold Bellan, Paris métro Sentier
- 19h : "Agent Orange et Guerre du Vietnam", soirée organisée par l'Union Générale des Vietnamiens de France avec Alain Ruscio et André Bouny, 16 rue du petit musc, 75004 Paris
- 19h : Soirée-débat : "18 mois après le massacre du peuple Tamoul" organisée par la Maison du Tamil Eelam à la Mairie du IIème, 8 rue de la banque, métro Bourse.

Jeudi 24 février

- 19h : Rencontre "La gauche française et la question coloniale" (avec Olivier Le Cour Grandmaison, Alain Ruscio, Catherine Coquery...) organisée par Politis au Théâtre de l'Est Parisien, 159 avenue Gambetta, Paris 20e
- 18h30 : Rencontre-débat : De l'indépendance à la souveraineté politique : l'ALBA, à la maison de l'Amérique Latine, 217 Bld Saint-Germain, 75007 Paris
- 19h30 : Journée anticoloniale à l'université de Paris XIII à Villetanneuse organisé par l'association d'étudiants "Epices".
- 20h : Projection-débat autours du film de Romain Goupil "Les mains en l'air" à la MJC de Colombes, 96-98 rue saint Denis, 92700 Colombes
- 12h30–14h : Ciné déjeuner avec projection d'un documentaire anticolonial au Cédidelp, 21, ter rue voltaire 75011
- 19h : « Dé/colonisation des imaginaires », soirée proposée par le 100, Etablissement Culturel Solidaire, la revue « Les périphériques vous parlent » et Sortir du Colonialisme. Projection du film « Les attracteurs étranges, la pensée du tremblement chez Edouard Glissant » suivie d'un échange-débat ; 100, rue de Charenton , 75012 Paris Pantin : Soirée débat au Point Information Jeunesse

vendredi 25 février

- 19h30 : Soirée Sahraouie au cinéma la Clef organisée par la plateforme de solidarité avec le peuple du Sahara occidental , 21 rue de la Clef paris 5ème
- 18h : Warm-up anticolonial à l'espace Fraternité à Aubervilliers
- 18h-23h : Assemblée des peuples sans Etat au Centre Culturel Kurde, 16 rue d'Enghien Paris Xème.
- 19h : rencontre anticoloniale au centre social Grains de Soleil à Chantelou les Vignes

Samedi 26 février

- 15h à la place de la République : Manifestation "Sortir du Colonialisme"

- 17h : Projection du film musical "El Benny" sur le grand musicien Cubain Benny More suivi de 19h à 23h du "Bal Solidaire des Peuples en Lutte", à la mairie du XIVème
- 16h : spectacle "La prochaine fois le feu" De Frantz Fanon et James Baldwin au Théatre des quartiers d'Ivry, 152 avenue Danielle Casanova 94200 Ivry-sur-Seine
- 20h : Rencontre "50 ans après le décolonisations, une nouvelle étape pour les luttes sociales et démocratiques ?" suivi d'un concert du groupe KIALA, au Caf'Muz 31 rue Jules Michelet à Colombes

Dimanche 27 février

- 10h30-19h30 : "Journée anticoloniale" avec "banquet anticolonial" et projection à
- 16h du film "hors la loi". Au théatre Jean Vilar, 1 rue Lénine, 93450 île Saint-Denis

Du 16 au 20 février, 20h30 : Spectacle "Pas de deux" au Lavoir Moderne Parisien, 35 rue léon paris 18ème

Du 17 au 27 Févier, « Exposition Itinéraire des peintres d'outre mer », Maison des Associations Aimée Césaire ; 80 Bd Général Leclerc, 92 140 Clichy La garenne, Pot d'inauguration de l'expo, avec Slam et lectures poétiques, le 17 février, à 19 h

Autres actions prévues à Montreuil, Pantin, Gonesse, Evry, Kremlin Bicêtre, Bagnolet….

Vie du Parti

Séminaire « énergie » ouvert aux militantes et militants

Quelle politique et quel projet énergétique pour faire face aux défis de la crise écologique ?

Samedi 5 Mars 2011 - 9h - 17h30

Conseil National.

2, place du Colonel Fabien Paris

Comment se préparer à l'ère de l'après pétrole ? Comment réduire l'émission de Gaz à Effet de Serre (GES) pour préserver la planète ? Quel mode de production, quelle énergie et quelle consommation envisager pour le présent et l'avenir ?

De la bulle spéculative liée aux installations photovoltaïques aux peurs entretenues sur les dangers du nucléaire (sureté de la production et gestion des déchets) pas une semaine sans actualité sur le sujet. Plus rare est l'évocation des intérêts financiers considérables en jeu, alors qu'il s'agit d'un secteur hautement capitalistique qui engage l'avenir de toute la planète !

Le secteur de l'énergie a subi et continue de subir d'importantes transformations qui s'inscrivent dans le cadre européen de libéralisation de l'économie afin d'offrir un service concurrentiel présenté comme attractif pour tous les clients. Ainsi l'historique et original secteur public de l'énergie français passe sous les fourches caudines de la privatisation.

Les intérêts privés prédominent sur celui de l'intérêt général, le profit domine sur la notion de service rendu aux usagers, la filière s'appauvrit techniquement et humainement tandis que dans le monde la France perd du terrain.

La société, pour permettre le progrès social en assurant à chaque être humain, ici et sur l'ensemble de la planète, le droit à l'énergie, est confrontée à un triptyque d'enjeux indissociables :

- la limite des ressources naturelles,
- la préservation de la planète en limitant les pollutions,
- le besoin de développement de milliards d'êtres humains
- le maintien des capacités de recherche scientifique à créer de nouveaux modes de production d'énergie économes en matières premières

Ce séminaire a pour objectif de mettre en commun de l'information afin d'actualiser notre pensée et notre politique en la matière dans la perspective des prochaines échéances et congrès. Il s'agit également et surtout, de retrouver une posture politique et militante, dynamique et offensive.

Nous proposons que le séminaire permette d'appréhender plusieurs séquences temporelles d'urgences différenciées:

- En traçant des pistes utiles dans le cadre du Programme Populaire Partagé.
- Quelles positions devrions-nous adopter/défendre dans l'éventualité de la participation du PCF à un gouvernement de Gauche quant aux réalités du secteur industriel énergétique ; alors que le PS affiche désormais sa préférence en terme d'alliance à EE Les Verts ?
- Quelles mobilisations industrielles et financières faut-il envisager, alors que les groupes, souvent de taille mondiale, qui dominent le secteur, privilégient avant tout la rentabilité à court terme ?
- Enfin, nous voulons dépasser le capitalisme, transformer le monde notamment en nous affranchissant du mode productiviste capitaliste pour tendre à un Nouveau Mode de Développement qui s'inscrit plus globalement dans ce que nous appelé au congrès le développement humain durable ; quelles étapes franchir dans le débat citoyen ?

Le programme du séminaire :

1°- Evaluation et analyse des besoins énergétiques en France, en Europe et dans le Monde

2°- Quelles réponses peut-on envisager pour répondre aux besoins ?

- Quelles sources d'énergies utiliser et privilégier sous le double aspect avantages/ inconvénients et au regard des contraintes climatiques (réduction des GES) ainsi que des capacités temporelles de mise en œuvre?
- Modes et moyens de production actuels et à venir
- Quelle énergie, pour quel usage et quelle efficacité dans les secteurs principaux suivants?
- Habitat - Bâtiment
- Transport
- Agriculture
- Industrie

3°- Pistes de réflexions et propositions des communistes

- Analyse de la stratégie énergétique du capital
- Analyse des propositions et des positions des autres forces politiques
- Quelle politique industrielle proposons-nous de développer pour répondre à ces différents objectifs et échéances?
- Les filières à promouvoir
- Statut de la propriété des moyens de production (Services publics, nationalisations...)
- Recherche publique et privée française, européenne et mondiale : quels enjeux ?
- Quelles conditions réunir pour l'avènement d'une maîtrise publique et citoyenne des défis énergétiques?

COMMUNICATION

Vidéo Hebdo

Le secteur communication a inauguré avec le nouveau site un nouveau support d'information militante. Chaque semaine, le lundi, une vidéo faisant le tour de l'actualité et de l'agenda politique de la semaine à venir est mise en-ligne sur le site internet. Accessible à la Une du site ou à la rubrique suivante : http://www.pcf.fr/7667



Aide à la communication

Changer les traités pour changer l'Europe

Le niveau actuel et sans précédent de la crise au sein de l'Union européenne n'a pas pour seule conséquence l'accentuation d'une crise de légitimité des institutions européennes. Aujourd'hui, et alors que les décisions prises lors du Conseil européen de la mi-décembre aggraveront la cure d'hyperaustérité pour les peuples, exigée par les marchés financiers, c'est l'idée européenne qui est mise à mal. Le terrible échec de l'orientation actuelle de l'UE nourrit à la fois une contestation grandissante des politiques libérales et un doute sur la construction européenne elle-même. Comment y répondre ? Face à la montée des tensions et au pourrissement de la situation, à la juste exaspération, à la colère et au dégoût de millions d'Européens qui payent une crise dont ils n'ont pas la responsabilité, la vraie et la seule question est celle de l'attitude à adopter vis-à-vis de l'Union européenne et de l'euro. Sortir ou se battre pour changer ? Nous avons eu raison de nous opposer aux différents traités et de dénoncer une politique monétaire qui, aujourd'hui, place la zone euro au bord du gouffre. Il faut continuer à le faire tout en proposant un processus de transformation réelle. La France a bien évidemment son mot à dire. Le souffle de la campagne de 2005 constitue une mémoire toujours vivante. Mais il nous faut, dans un même temps, prendre des initiatives et participer à tout ce qui peut, à l'échelle européenne, construire et nourrir résistances, alternatives et espoir. Aujourd'hui, l'urgent et l'essentiel, c'est de passer à l'offensive pour changer l'Europe.

Nous sommes confrontés à des réalités nouvelles découlant de l'offensive générale contre les peuples, les droits sociaux et démocratiques, décidée à l'échelle de l'Europe par les gouvernements, la Commission européenne et le FMI. Les forces sociales et politiques qui peuvent se rassembler pour agir ensemble et travailler à une vraie alternative sont considérables. Pour faire évoluer substantiellement le rapport de forces, faire bouger les consciences et les réalités, nous avons besoin d'actions, de perspectives, d'engagements sur des objectifs partagés. Le processus d'élaboration publique d'un programme populaire et partagé a inscrit sur sa feuille de route, le 2 mars à Nîmes, une rencontre publique avec la participation des premiers dirigeants des organisations politiques du Front de gauche sur le thème : « Face à la domination des marchés financiers et à l'échec du traité de Lisbonne, quelle Europe ? » Nous abordons ce travail avec l'acquis de la dynamique engagée lors du dernier congrès du Parti de la gauche européenne, début décembre, à Paris. L'idée qu'il faut coûte que coûte s'affranchir de la domination des marchés financiers pour financer le développement social commence à faire son chemin, notamment dans le mouvement syndical européen. La proposition du PCF visant à créer un « fonds européen de développement social » répond à cette exigence. Il doit servir à accorder des prêts à taux très bas, voire nuls pour des investissements publics créateurs d'emplois, pour le développement de la formation, de la recherche, des services publics, pour des infrastructures utiles, des réalisations dans le domaine de l'environnement. Afin de soustraire ce fonds à la dépendance aux marchés financiers et à leurs folles exigences de rentabilité, il doit bénéficier de sources de financement alternatives : le produit d'une taxe sur les transactions financières ; des prêts à des conditions exceptionnellement favorables de la Banque centrale européenne, qui doit, pour cela, user de son pouvoir de créer de la monnaie ; enfin une contribution substantielle du budget communautaire.

Sans attendre, nous allons engager la campagne d'initiative citoyenne européenne par un travail d'information, de sensibilisation et de mobilisation sur les objectifs de cette action en liaison avec les évolutions de la situation et le développement des luttes sociales. Dans un deuxième temps, nous engagerons, à l'échelle d'un certain nombre de pays européens, une campagne de collecte d'un million de signatures pour obtenir l'ouverture d'un grand débat public sur nos propositions. Une question se pose. Est-il réellement possible de faire changer les traités ? Pour introduire un nouveau mécanisme de stabilité financière, cela vient d'être proposé par celles et ceux qui nous disaient, il y a peu de temps encore : « Pas touche ! » Ce que nous devons aujourd'hui disputer, à tous les niveaux, c'est justement la question des possibles. Car la meilleure façon de ne pas tuer l'idée européenne, c'est d'agir pour changer la politique menée en son nom, et pour cela, de la mettre au cœur des débats pour 2012.

Justice : une mobilisation inédite

La récupération abjecte de « l'affaire Laetitia" entraîne l'éruption d'un volcan qui couve depuis des mois et des années.

Boucs émissaires jetés en pâture aux plus bas instincts, tandis que postes et tribunaux sont supprimés aussi sévèrement là que dans l'éducation, les magistrats disent « stop ». On se souvient de leurs mouvements de 2008 ou, plus récemment, de la journée du 4 septembre, à l'appel très large des organisations démocratiques et de défense des droits de l'homme, soutenues par les formations de gauche pour défendre les valeurs de la République.

C'est bien de cela dont il est question aujourd'hui dans la mobilisation inédite qui embrase les tribunaux du pays. Depuis la déclaration de guerre du discours de Grenoble, cet été, la ligne de l'hôte de l'Élysée qui n'a pour seule ambition d'y être reconduit, pour le plus grand intérêt de la caste qu'il défend, vise à s'assurer, par n'importe quel moyen, les bonnes grâces de l'électorat le plus extrême en 2012 au premier tour, tandis qu'il envoie son ami Borloo en rabatteur sur les terres du « centre ». Neuilly et les milieux d'affaires, pour le pouvoir, les saillies les plus populistes – Karcher, présumés coupables, laxisme des juges… –, pour les urnes.

Une borne, pourtant, vient d'être franchie. À se précipiter une nouvelle fois sur un fait divers particulièrement sordide à des fins électoralistes, le chef de l'État est tombé dans le bain nauséabond qu'il fait couler depuis trop d'années dans le pays. L'utilisation de l'assassinat d'une jeune fille, la prise d'otage de l'émotion légitime suscitée dans l'opinion et de la douleur des familles, la mise en accusation des juges et des policiers sitôt placés au banc des accusés, à des fins de racolage obscène : cela ne passe plus.

Lorsqu'il a pris, avec courage, la parole devant ses pairs, le 7 janvier, c'est au niveau des valeurs les plus profondes de la République que s'est élevé Jean-Louis Nadal, le « premier procureur de France », lors de l'audience solennelle de la Cour de cassation quand il déclarait : « S'il n'est pas récent, le phénomène ne laisse pas d'inquiéter quand, à cette institution fondamentale de la République et de la démocratie, les coups sont portés par ceux qui sont précisément en charge de la faire respecter. À cela, je dis qu'il faut très sérieusement prendre garde. Afficher pour la justice une forme de mépris, inspirer à l'opinion des sentiments bas en instillant, de manière en réalité extravagante, la confusion entre la responsabilité du criminel et celle du juge dont on dénigre la décision, inscrire au débit des cours et tribunaux l'altération du lien social compromis pour une multitude de raisons qui leur sont étrangères, tout cela avilit l'institution et, en définitive, blesse la République. »

Le contraste est saisissant quand, dans le même temps, le sentiment d'impunité prévaut aux plus hauts sommets de l'État. Une ministre aimant l'avion quand son supérieur lui préfère les yachts. Un autre, censé être le nouveau « premier flic de France », qui échappe de justesse à une troisième condamnation. Tous ne rêvant que d'inscrire en lettres de sueurs et de larmes – de celles et ceux qui en subiront les conséquences – le carcan budgétaire qui satisfait aux diktats des intérêts financiers dans le marbre d'une Constitution, pourtant loin d'être parfaite (!) mais foulée au pied par celui-là même qui devrait en être le garant, comme il devrait être celui de la justice et de son indépendance.

Pareille dérive ne doit pas laisser d'inquiéter.

L'économie française recule : mais l'exportation de capitaux prospère

Dans une économie mondialisée telle qu'aujourd'hui, il paraît difficile de réfléchir aux problèmes rencontrés par notre industrie sans s'interroger sur le mode d'insertion de la France en Europe et de celle-ci au sein des relations internationales.

La place de notre pays et de notre continent dans le monde tend à reculer. En ce qui nous concerne, on peut le mesurer facilement en matière commerciale. La part de la France dans le total des exportations de marchandises de la zone euro est passée d'un peu plus de 18 % en 1980 à moins de 14 % en 2008. Si celle de l'Allemagne a également reculé, elle reste supérieure à 32 %. On mesure mieux le décalage si on prend en compte que le PIB français correspond à 16 % de celui de l'Union européenne, et celui de l'Allemagne à 20 %. En 1977, les exportations françaises représentaient 55,1 % de celles de notre voisin d'outre-Rhin, cette part tombe à 41,4 % en 2008.

Au sein de l'Union européenne, tout le monde n'est pas logé à la même enseigne. Si le constat est évident, l'appréciation des raisons de ce déclin prête à débat. Ainsi, les dinosaures du Medef et de l'UMP qui dissertent sur le coût du travail font le silence sur une réalité qui est une véritable plaie ouverte sur le flanc de notre économie. Si notre industrie et notre économie s'affaiblissent, nous restons un champion mondial des exportations de capitaux, le numéro deux derrière les États-Unis. Chaque année, quelque 100 milliards d'euros partent ainsi à l'étranger. Dans ce domaine, nous sommes devant l'Allemagne. Il y a un lien entre cette fuite des ressources vers le grand large et notre affaiblissement intérieur et extérieur.

Où vont ces capitaux qui partent de France ? Vers les États-Unis et, dans la dernière période, vers les pays émergents. Si les grands groupes et les banques de l'Hexagone s'y précipitent, c'est parce qu'ils y ont des perspectives de rentabilité supérieure. Actuellement, la croissance y est plus forte et le redressement des profits plus rapide. Cet exode n'a pas seulement pour effet de priver notre économie de ressources indispensables. Il exerce une terrible contrainte sur les activités résidentes. En effet, le maintien des capitaux au sein même de nos frontières n'a de sens que s'ils s'efforcent de rattraper l'écart de rentabilité avec les zones du globe actuellement les plus profitables. D'où l'explosion en France du chômage et de la précarité, les annonces de suppression de l'ISF, les projets de réduction de la fiscalité et des cotisations des entreprises.

Pour relever la rentabilité des capitaux, on mobilise la société afin de baisser le coût du travail.

Dépendance : financement d'État ou assurance privée ?

Alors qu'une étude publiée dans le journal La Tribune montre que trois Français sur quatre sont favorables à l'intervention de l'Etat pour financer la dépendance, Nicolas Sarkozy n'écarte pas le financement par l'assurance privée.

Le président de la République a souhaité, sur les pistes de financement de la dépendance, « n'écarter d'emblée aucune solution, y compris celle de l'assurance, pour des a priori idéologiques. L'idéologie n'a rien à faire dans une affaire de cette importance et de cette gravité », a-t-il déclaré en concluant un colloque sur la dépendance au Conseil économique, social et environnemental. « Quand nos finances publiques sont dans la situation où elles sont, quand le travail est à ce point taxé, quand cinq millions de Français ont déjà souscrit une assurance dépendance, est-il raisonnable de ne pas s'interroger sur le rôle que peuvent jouer les mutuelles, les compagnies d'assurances et les organismes de prévoyance ? », a-t-il plaidé.

Sur ce sujet controversé, le chef de l'Etat s'est toutefois voulu rassurant en affirmant qu'il n'avait « pas l'intention d'utiliser la dépendance pour privatiser insidieusement l'assurance maladie »… Appelant à « réfléchir à un nouveau financement », Sarkozy n'est pas entré dans le détail de la réforme, mais a écarté deux hypothèses de travail. « On ne peut pas imaginer faire financer par l'endettement, c'est-à-dire par le déficit, l'effort supplémentaire qu'il s'avérera nécessaire de consentir dans les années à venir en faveur de la prise en charge de la dépendance. Je refuse cette voie », a-t-il insisté. « Taxer davantage le travail et en augmenter le coût ne conduirait qu'à une délocalisation encore plus importante de nos emplois », a-t-il ajouté. « Je ferme également cette voie ».

S'il s'est refusé à détailler plus avant les contours de la réforme, il a toutefois évoqué un certain nombre de principes qu'il entendait suivre. S'agissant de la méthode, il a affirmé que les partenaires sociaux « ne sauraient être exclus du pilotage, de la surveillance et du contrôle du système de prise en charge ». M. Sarkozy a également assuré qu'il n'avait pas l'intention de « diluer le handicap dans la dépendance ».

Lors de son discours, le chef de l'Etat a confirmé le calendrier de la réforme, dont les premières mesures seront inclues dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2011 déposé au Parlement « à l'automne ».

Selon le baromètre Banque postale prévoyance/La Tribune, une majorité de Français souhaitent une intervention de l'Etat sur la prise en charge de la dépendance des personnes âgées « 83 % des Français demandent un développement des aides permettant le maintien ou l'hospitalisation à domicile », « trois sur quatre sont favorables à une prise en charge, via les impôts et les taxes », précise le quotidien.